

# Pour ou contre la recherche embryonnaire

par Edouard BONÉ, s.j.,\* Bruxelles

*Les 20 et 21 septembre s'est tenu à Londres le troisième sommet mondial de la bioéthique. Partout dans nos pays de haute technologie, les milieux de la recherche montent au front. Avec des nuances, la recherche est ainsi autorisée aux USA et au Canada, au Danemark, en Espagne, au Royaume-Uni, en Suède. Des législations sont en préparation en France, aux Pays-Bas, en Finlande, en Belgique. Ailleurs, c'est parfois le silence, c'est-à-dire le vide juridique. Edouard Boné, professeur émérite à l'Université catholique de Louvain, fait le point sur la grave question de la recherche embryonnaire. A quel prix, selon quels critères et dans quelles conditions doit-elle se faire ? Le débat est énorme. Evoquons-en du moins les enjeux et indiquons quelques balises, pour aider à un discernement éthique.*

Le clonage d'embryons humains à des fins thérapeutiques est autorisé en Grande-Bretagne. Aux Etats-Unis, le gouvernement permet depuis un an la recherche scientifique sur les cellules embryonnaires. En Belgique, un avant-projet de loi prévoit la création spécifique d'embryons à des fins de recherche. En France, le Conseil d'Etat, à une voix de majorité, a mis le holà à un avant-projet de loi du gouvernement autorisant la recherche sur embryons humains et à la tentation d'autoriser le clonage thérapeutique.

Le cas de l'Allemagne est emblématique d'un vide juridique. Favorable à la recherche génétique, le chancelier Schröder estime qu'on ne peut plus se satisfaire de la législation existante : il entend pourtant fixer des règles et décide la constitution d'un conseil éthique, indispensable désormais, dans un pays marqué par la culture chrétienne et, surtout, traumatisé par le nazisme, ses crimes et son eugénisme. La recherche sur embryons allemands est-elle interdite par la loi ? Une faille juridique a été découverte : la

très performante industrie biomédicale allemande, la société de recherche Deutsche Forschung Gesellschaft, met le feu aux poudres en décidant de soutenir «l'importation de cellules souches d'embryons humains, qui ont été extraites en toute légalité en dehors des frontières de la République fédérale.» Deux neurologues de l'Université de Bonn viennent ainsi de passer un accord d'importation avec un laboratoire d'Haïfa, en Israël, qui est parvenu à isoler les fameuses cellules souches «aux vertus thérapeutiques prometteuses.»

En faveur de la recherche, il ne manque pas d'arguments sérieux. Et d'abord, si étrange que cela paraisse, notre abyssale ignorance des premiers stades du développement humain. Il y a quelque trois millions d'années que les humains, en posant les gestes de l'amour, connaissent le privilège de la génération... Or, ces trois millions d'années d'expérience humaine

\* Professeur émérite, Université catholique de Louvain.

n'ont toujours pas aboli une profonde méconnaissance des processus du développement embryonnaire humain.

Nos étudiants en médecine y sont sobrement initiés, mais par le biais de l'embryologie de la grenouille ou de l'oursin, voire sur des produits d'avortement spontané conservés dans le formol. Il y a à peine quelques dizaines d'années que le diagnostic prénatal pénètre un tout petit peu le mystère, grâce à l'imagerie médicale et aux diverses techniques de l'amniocentèse et d'analyses protéiques ou chorioniques (de chorion : membrane extérieure de l'embryon).

### Le cas suisse

En Suisse, nous sommes régis par la nouvelle loi sur la procréation médicalement assistée. Cette loi dit qu'il est défendu de conserver des embryons congelés, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Première inconnue : on ne sait pas s'il en reste encore dans des laboratoires, à l'heure actuelle. La loi prévoit par contre qu'on peut conserver des cellules imprégnées ! Ce sont des cellules dont le développement est bloqué juste avant qu'ils ne deviennent des embryons. La récente importation par le FNRS (Fonds national de la recherche scientifique) de cellules-souches provenant d'embryons humains à des fins de recherches n'est donc pas illégale. Mais cette pratique n'est pas prévue par la loi. Donc nous sommes devant un vide juridique. La Confédération est en train de préparer une loi dans laquelle seront réglés les comportements licites et illicites autour des cellules-souches. Cela prendra plusieurs années en tout cas, même s'il n'y a pas de référendum à la clé ! Mais une Commission nationale d'éthique donnera son point de vue prochainement.

Encore, cette information renseigne-t-elle davantage sur un accident de gestation que sur les mécanismes profonds du développement lui-même, l'enjeu des toutes premières semaines de l'existence étant de mieux garantir le devenir ultérieur et de prévenir les accidents génétiques, les malformations congénitales, ou simplement de mieux connaître et corriger les causes de stérilité.

Mais il y a plus. On parle depuis peu de «cellules de l'espoir», prometteuses, nous dit-on, dans le traitement de nombreuses maladies, de Parkinson au diabète et à l'ostéoporose, au cancer ou à la maladie d'Alzheimer, voire capables de venir en aide aux grands brûlés. Ces cellules dites cellules souches embryonnaires sont recueillies à partir de la masse cellulaire interne d'embryons de 4 à 5 jours, au stade de blastocyste : mises en culture, ces cellules «totipotentes» peuvent se différencier dans divers sens jusqu'à produire une large série de tissus organiques et être dès lors utilisées comme greffes pour traiter différentes affections du sang, du muscle, des systèmes immunitaire ou nerveux. Associées à une thérapie génique, elles seraient même susceptibles de corriger des affections d'origine génétique. Comment ne pas se réjouir de cette percée nouvelle de la biotechnologie et refuser d'en inventorier toutes les ressources ? C'est le mirage ainsi récemment profilé sur l'horizon de la médecine curative et prédictive, qui invite les praticiens à poser plus que jamais la question de l'acceptabilité des recherches menées sur l'embryon humain. Car, on le devine, ces «espoirs» thérapeutiques doivent être laborieusement vérifiés dans l'expérimentation. Et dès à présent, de nombreuses équipes se disposent à le faire. L'opinion publique, alertée, voire abusée par les médias, risque de partir en croisade dans une aventure qu'on lui propose parfois bien naïvement.

Il est encore d'autres raisons, moins nobles peut-être mais non moins réelles, de

réclamer l'intensification de la recherche embryonnaire. Soit de connaître, course au prix Nobel, intérêts économiques ou financiers, fierté nationale, banal pragmatisme : «De toute manière la recherche va se pratiquer ailleurs. Ce serait naïf et humiliant de se faire coiffer au poteau !» entend-on dire.

*Sed contra est...* Car il y a l'envers du décor. Il s'agit bien en effet d'une recherche sur l'embryon. Or, l'embryon n'est pas une chose quelconque, un simple matériau biologique. C'est le début d'une vie humaine originale. Ce qui donne à réfléchir. Non que, pour autant, l'affaire soit déjà entendue, comme s'il était immédiatement évident qu'on ne puisse engager à son propos aucune recherche. On ne peut en effet ignorer que le sujet humain est régulièrement, et en toute honnêteté, objet d'expérimentation et de recherche. L'évaluation d'un nouveau traitement, la mise au point d'un médicament ou tant d'autres raisons graves, ne peuvent se satisfaire de l'utilisation d'animaux d'expérience. Vient un moment où il est indispensable de recourir au modèle humain. Dans nos pays civilisés, les milieux scientifiques ont pourtant strictement réglementé la recherche impliquant des personnes humaines en l'entourant de mesures sévères destinées à en garantir la protection. Des instances diverses ont été mises sur pied : Comité d'éthique de la recherche au Canada, Institutional Review Board aux Etats-Unis, Comité consultatif de protection des personnes dans la recherche biomédicale en France, Comités hospitaliers d'éthique en Belgique... Des



*Définir des codes éthiques : une priorité.*

protocoles de recherche précis et rigoureux commandent alors toute l'opération : ils requièrent d'abord évidemment le consentement libre et éclairé des sujets d'expérience. La recherche peut éventuellement être menée sans bénéfice thérapeutique direct pour le sujet, mais des normes contraignantes sont pourtant définies, inspirées par le respect de la personne, qu'on ne peut soumettre qu'à des préjudices ou risques minimes.

En raison de circonstances particulières, les mêmes instances éthiques autorisent aussi, dans des conditions plus strictes encore, la recherche qui s'imposerait sur des malades dits incapables, enfants mineurs, voire majeurs, protégés ou inaptes, le consentement étant alors requis par procuration de parents ou de tuteurs concernés. On le voit, le respect de la personne a très judicieusement prévu un maximum de précautions pour entourer désormais recherche et expérimentation de strictes garanties, et il faut s'en féliciter. Il reste que dans tous les pays civilisés, selon des nuances et dans des cadres adéquatement aménagés, la recherche, même

sans bénéfice direct pour l'individu, est autorisée sur des sujets humains, fussent-ils «incompétents», à toute période de leur existence. La question se pose alors : «Pourquoi serait-elle interdite au cours de la seule période prénatale ? D'où vient ce tabou ?» L'embryon serait-il le seul sujet humain à devoir être exclu de la recherche, et à quel titre, alors qu'on voit si clairement par ailleurs les excellentes raisons qui invitent à le mieux connaître ?

Si la question se pose, c'est que la recherche envisagée ne se limite pas à une simple *observation* sans préjudice ou risque sérieux pour l'individu concerné. Elle porte directement atteinte à son intégrité : en l'occurrence, en effet, l'embryon produit pour la recherche est réduit à l'état de pur objet d'expérimentation, destiné à être sacrifié et, en fin de parcours, proprement détruit. Le cas de figure est donc radicalement différent de la recherche autorisée parfois sur des personnes humaines, fût-ce moyennant procuration. La personne humaine ne peut jamais être sacrifiée pour un intérêt général si élevé soit-il, ou réduite à l'état de pur objet de recherche : voilà ce que déclare non seulement la morale chrétienne, mais, depuis Kant, son expression laïque reconnue par l'entière du monde civilisé

### Enigmatique embryon

Mais, la question rebondit : l'embryon peut-il prétendre au statut de *personne* ? On en débat jusque dans les Cours de cassation. Ce n'est certainement pas la science qui peut trancher, car la notion de personne lui est étrangère. Il appartient à la philosophie de définir ou de reconnaître la personne : accorder à l'embryon le statut de personne ne relève pas de la constatation, mais constitue une prise de position et un choix - non pas arbitraires sans doute, mais qu'il faut pouvoir justifier. Parmi les législations européennes, il ne s'en trouve

aucune pour déclarer, voire même sous-entendre, que l'embryon in vitro est une personne humaine au sens plein du terme; mais dans tous les pays où des dispositions légales ont été adoptées, il n'en est aucune non plus qui traite l'embryon in vitro comme une pure et simple chose. Au contraire, une protection, parfois étendue, est accordée à cet embryon, démontrant par là même qu'il est une entité digne d'un respect ou d'égards particuliers.

On a parfois parlé de «personne potentielle», mais l'expression demeure ambiguë, les uns lui conférant un sens fort et positif, les autres la ravalant au niveau de simple potentialité de personne, ce qui leur permet d'arguer que ce qui n'est que potentiel n'est pas encore actualisé. Il reste qu'on ne peut détacher la valeur d'un être de sa réalité profonde, laquelle ne vient pas du regard ou du besoin de l'autre, reflétés alors dans le respect qu'on lui porte ! Si énigmatique et encombrant soit-il, l'embryon est le vrai début d'une vie humaine originale et suscite dès lors un réflexe éthique de dignité. On connaît le très beau mot de Lucien Sève : «La dignité est cette lumière que, sur tout humain, la liberté du sujet moral projette de derrière l'horizon, longtemps encore après son coucher, et bien plus tôt que son lever... L'éthique aux deux bouts de la vie, là même où l'humanité n'apparaît pas encore, ou plus tout à fait, dans toute son explicitation manifeste...» *Aux deux bouts de la vie* : on vise bien sûr l'embryon et le vieillard sénile ou comateux.

Sur le respect à accorder à l'embryon, le Magistère de l'Eglise a varié au cours de l'histoire en raison de conceptions philosophiques diverses sur la relation de l'âme et du corps et le moment de ce qu'en conséquence on appelait *l'animation*. Ce contexte est aujourd'hui dépassé : l'âme est strictement contemporaine de tout ovule humain fécondé et réellement viable, et c'est la raison pour laquelle les documents officiels

demandent aujourd'hui que «l'être humain soit respecté et traité *comme une personne* dès sa conception et que donc, dès ce moment, lui soient reconnus les droits de la personne.» L'Instruction *Donum Vitae* précise que le magistère refuse de s'engager expressément sur une affirmation de nature philosophique : l'autorité enseignante de l'Eglise ne tranche donc pas la question anthropologico-ontologique ; elle ne s'exprime pas sur le statut formellement personnel de l'embryon, mais demande que d'un point de vue éthique, on en agisse avec lui *comme* on le fait avec une personne. C'est une position prudentielle qui entend garantir le plus grand respect possible à ce début d'une vie humaine, sans porter aucunement atteinte à sa vie ou à sa dignité. D'aucuns sans doute voudraient que le caractère personnel de l'embryon ou son appartenance à l'humanité ne soient pleinement reconnus qu'à partir d'un certain stade de développement. Mais, dans un développement graduel et continu, il est impossible de repérer un seuil au-delà duquel l'embryon serait humain et en deçà duquel il ne le serait pas. Nul n'a le pouvoir de fixer les seuils d'humanité d'une existence singulière. En décider relève du seul arbitraire. S'engager sur cette voie à propos des débuts de la vie conduit tôt ou tard à récuser l'humanité à ceux qui, à l'autre terme de la vie, auraient perdu certaines des qualités prétendument nécessaires à la reconnaissance de l'humain.

Mais, dira-t-on encore, la recherche ne peut-elle se pratiquer sur les cellules souches embryonnaires, ces fameuses *cellules de l'espoir* tant vantées pour les capacités thérapeutiques qu'on leur prête et le bénéfice légitime que nous pourrions en tirer ? Le vocabulaire de *cellule* risque sans doute d'éveiller moins de suspicion que le terme d'*embryon*. Il faut pourtant parler clair : ces cellules ne peuvent être obtenues que par culture in vitro d'embryons, sur lesquels elles seront alors prélevées. Ce pro-

cédé interdit évidemment tout transfert ultérieur de l'embryon à des fins de procréation, et contraint donc le chercheur à définitivement l'écarter. L'embryon est ainsi «instrumentalisé» et traité comme un pur matériel de laboratoire, simplement utilisé avant d'être rejeté. Le terme d'embryon n'est ici évité que par l'ambiguïté du vocabulaire. La pratique consiste en réalité à créer de véritables embryons par clonage et ouvre de ce fait la voie au clonage reproductif tant décrié par ailleurs.

## **Ebranlement des imaginaires sociaux**

Dernière raison de mettre gravement en question l'autorisation de la recherche embryonnaire : en faisant de la vie humaine une simple chose, en réduisant l'embryon à un pur matériau biologique, banalement instrumentalisé, nous ouvrons un univers de perspectives redoutables, bouleversant radicalement nos imaginaires sociaux les plus fondamentaux. Les conséquences sur la famille, la parentalité, la génération, la société en général, l'humanité, la dignité de la vie humaine, le respect de la fragilité, l'attention au handicap, la solidarité en toutes ses manifestations sont incommensurables. Et on comprend aisément les réticences, les hésitations, les moratoires, les appels à la réflexion, et même les condamnations et les interdits formulés, de droite et de gauche, par les instances non seulement religieuses, mais professionnelles ou éthiques, au niveau national ou international.

**E. B.**

---

N.B. Cet article a paru dans sa version originale dans *Pastoralia* (août-septembre 2001, pp. 161-164), revue de l'archevêché de Bruxelles-Malines.